



## La Suisse cesse de recommander les vaccins COVID, invoquant un niveau d'immunité élevé

Dans le but de transférer la responsabilité des dommages à la santé causés par le vaccin COVID-19 du gouvernement aux médecins, la Suisse a déclaré qu'elle ne recommandait pas les vaccins COVID-19 pour le printemps et l'été, même pour les personnes considérées comme présentant un risque élevé.

Par [Michael Nevradakis](#)

Mondialisation.ca, 16 avril 2023

[The Defender](#) 10 avril 2023

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

La Suisse est le dernier pays européen à ne plus recommander le vaccin COVID-19 pour la population générale.

Un [nouveau guide](#) publié par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et la Commission fédérale pour les vaccinations ne recommande pas le vaccin aux personnes, y compris celles considérées comme à haut risque, pour les saisons du printemps et de l'été.

[Selon Medical Daily](#), les autorités médicales suisses ont justifié leurs nouvelles recommandations par le niveau élevé d'immunité dans la société, que ce soit par la vaccination ou par [l'immunité naturelle](#).

“En principe, aucune vaccination [COVID-19](#) n'est recommandée pour le printemps/été 2023”, indique l'OFSP. “Presque tous les habitants de la Suisse ont été vaccinés et/ou ont contracté le COVID-19 et se sont rétablis. Leur système immunitaire a donc été exposé au coronavirus”.

Les données suisses sur la séroprévalence datant de la mi-2022 indiquent que plus de 98 % de la population du pays a développé des anticorps contre le COVID-19, [a rapporté The Epoch Times](#).

Selon [Swiss Info](#), “en Suisse, environ 70% de la population a reçu au moins une dose de [vaccin]COVID, un chiffre qui n'a guère évolué au cours des douze derniers mois. Seuls 11,5 % ont reçu un vaccin de rappel au cours des six derniers mois”.

Les responsables suisses de la santé publique ont également déclaré que les données indiquent que le COVID-19 circulera moins cette année, avec des variantes plus récentes qui provoquent une maladie moins grave que les souches précédentes.

La décision de ne pas recommander les vaccins sera réévaluée pour les saisons d'automne et d'hiver, selon les autorités de santé publique. Le quotidien Medical Daily a indiqué que les nouvelles recommandations seraient “ajustées si une nouvelle vague d'infection apparaissait”.

La responsabilité des dommages à la santé causés par les vaccins est transférée aux médecins

Selon le média suisse Report 24, la nouvelle recommandation prévoit que les médecins ne peuvent [administrer les vaccins COVID-19 qu'au cas par cas](#) et sous certaines conditions.

Le Medical Daily, citant l'OFSP, a rapporté que les personnes à haut risque, y compris les personnes âgées de 65 ans et plus, les personnes immunodéprimées et les femmes enceintes, peuvent encore recevoir le vaccin COVID-19, mais seulement après une consultation individuelle avec leur médecin.

Lorsqu'un vaccin est recommandé, il est conseillé de l'administrer au moins six mois après la dernière vaccination ou la dernière infection à COVID-19 connue.

L'OFSP a en outre donné son avis :

“Même les personnes particulièrement vulnérables ne se voient pas recommander la vaccination par le COVID-19. Cependant, vous pouvez vous faire vacciner après avoir consulté votre médecin.

“La vaccination peut s'avérer judicieuse dans certains cas, car elle améliore la protection contre le développement d'une forme grave de COVID-19 pendant plusieurs mois. Ceci est valable quel que soit le nombre de vaccins déjà reçus”.

Toutefois, l'OFSP a également constaté que l'efficacité des vaccins COVID-19 contre les variantes actuelles est réduite et de courte durée, en particulier chez les personnes considérées comme à risque, selon le rapport 24.

L'OFSP a également constaté que l'adaptation des vaccins à ARNm n'a pas suivi l'évolution des nouvelles souches de COVID-19.

Les nouvelles recommandations ont également des implications importantes sur des questions telles que le paiement des vaccins et la responsabilité liée aux vaccins.

“En ne recommandant plus les vaccins, cela signifierait que la vaccination n'est plus couverte par le gouvernement”, a déclaré Medical Daily. “Les personnes qui ne présentent pas de risque élevé et qui souhaitent se faire vacciner ou recevoir un rappel devront payer pour cela.

Pour les personnes à haut risque à qui l'on conseille de se faire vacciner, l'assurance maladie couvrirait le coût de la vaccination.

Les nouvelles recommandations entraînent également une modification de la responsabilité liée aux vaccins. Selon les [directives mises en place par l'OFSP](#) le 29 novembre 2022, le gouvernement suisse n'indemnise les personnes blessées par un vaccin que dans les cas où la vaccination est recommandée par les autorités de santé publique.

En conséquence, la responsabilité incombe désormais aux médecins qui administrent les vaccins. Selon le rapport 24, cela “devrait signifier que leur volonté de vacciner diminuera de manière significative”.

[Swiss Info a rapporté](#) que le 23 janvier, le [Dr Christoph Berger](#), chef du service des maladies

infectieuses à l'hôpital pour enfants de Zurich et président de la Commission fédérale pour les vaccinations, a déclaré que les vaccins COVID-19 atteignaient les objectifs du gouvernement suisse en matière de protection des personnes vulnérables et d'allègement de la pression sur le système de santé.

Toutefois, bien qu'il ait affirmé que "les avantages de la vaccination l'emportent largement sur les risques", M. Berger a nuancé cette affirmation en déclarant : "Il est clair qu'il existe des symptômes indésirables liés à la vaccination, y compris des symptômes graves. Nous devons prendre ces personnes et leurs souffrances au sérieux et les aider également".

"Il n'existe pas encore de diagnostic clair de ce syndrome post-vaccinal. Il s'agit d'un terme générique désignant divers symptômes qui pourraient au moins avoir un lien temporel avec la vaccination. Ce lien peut être causal ou non", a-t-il ajouté.

Le ministre fédéral allemand de la santé, [Karl Lauterbach](#), a tenu des propos similaires le 12 mars, alors qu'auparavant il était partisan d'une obligation vaccinale nationale et qu'il avait déclaré que les vaccins COVID-19 n'avaient "pas d'effets secondaires".

Plusieurs pays ainsi que l'OMS ont également révisé les recommandations concernant le vaccin COVID.

La Suisse n'est pas le seul pays européen à ne plus recommander les vaccins COVID-19.

En avril 2022, le [Danemark a suspendu](#) sa campagne nationale de vaccination contre le virus COVID-19 et est passé à une approche ciblée. Depuis le 12 février, le [Royaume-Uni a cessé de recommander des rappels](#) pour les personnes en bonne santé et a interrompu la distribution gratuite de la série primaire de deux doses de vaccins COVID-19.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a également modifié ses recommandations.

Le 28 mars, l'OMS a annoncé que son [groupe consultatif stratégique d'experts sur la vaccination](#) avait "révisé la feuille de route pour la hiérarchisation de l'utilisation des vaccins COVID-19, afin de tenir compte de l'impact d'Omicron et de l'immunité élevée au niveau de la population due à l'infection et à la vaccination".

La nouvelle feuille de route s'écarte d'une recommandation universelle de vaccination contre le virus COVID-19 et classe les individus dans l'un des trois "groupes d'utilisation prioritaire", l'administration continue de rappels n'étant recommandée que pour le "groupe de haute priorité".

Ce groupe comprend "les personnes âgées, les jeunes adultes présentant des comorbidités importantes (par exemple, le diabète et les maladies cardiaques), les personnes immunodéprimées (par exemple, les personnes vivant avec le VIH et les greffés), y compris les enfants âgés de 6 mois et plus, les personnes enceintes et les agents de santé de première ligne".

"L'impact sur la santé publique de la vaccination d'enfants et d'adolescents en bonne santé est comparativement beaucoup plus faible que les avantages établis des vaccins essentiels traditionnels pour les enfants", a déclaré l'OMS.

Les recommandations révisées interviennent alors que la Food and Drug Administration américaine continue de recommander la série primaire de vaccins COVID-19 pour les

personnes non vaccinées et, selon Medical Daily, devrait [autoriser un second rappel bivalent](#) dans les semaines à venir.

COVID a perdu “sa valeur de choc”

Même avant la récente révision de ses lignes directrices, le programme de vaccination COVID-19 de la Suisse a connu des difficultés.

En mai 2022, la Suisse devait [détruire 620 000 doses périmées](#) du vaccin Moderna COVID-19. [Endpoints a noté](#) à l'époque que “le nombre de vaccinations [had] a fortement diminué” au cours de la période précédente.

Le mois suivant, le [Parlement suisse était divisé](#) sur la question de l'acquisition de nouveaux vaccins COVID-19, le Sénat estimant que le nombre de doses que le gouvernement prévoyait de commander était “excessif”. En fin de compte, le gouvernement n'a acheté que la moitié des doses prévues.

En septembre 2022, la [Suisse a détruit](#) 10,3 millions de doses supplémentaires périmées du vaccin Moderna COVID-19.

Un rapport du 11 mars de Swiss Info indique que le pays “se retrouve avec un [stock massif](#)” de vaccins COVID-19.

“Des millions de flacons inutilisés et périmés ont déjà été détruits et il est probable que des millions d'autres finiront à la poubelle cette année, car ils ne peuvent pas être facilement vendus ou donnés aux pays pauvres auxquels ils ont été promis”, selon le rapport de Swiss Info.

Le même rapport explique la stagnation de la demande de vaccins COVID-19 par “la lassitude à l'égard des vaccins et la lassitude à l'égard des pandémies en général”, ainsi que par “une immunité plus forte au sein de la communauté, l'épuisement des mesures de santé publique et une meilleure prise de conscience des dangers du COVID”.

Un représentant de l'OFSP a déclaré à la radio publique suisse SRF que “le coronavirus a également perdu de sa valeur de choc dans la perception du public”.

Michael Nevradakis, Ph.D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)  
Copyright © [Michael Nevradakis](#), [The Defender](#), 2023

Articles Par : [Michael Nevradakis](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)